

10^{ÈME} RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE, À BAKOU, 14-15 OCTOBRE 2009

Compte-rendu

Secrétariat International de l'ITIE, Oslo, octobre 2009

COMPTE-RENDU DE LA 10^{ÈME} RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

Landmark Hotel, Bakou, du 14 au 15 octobre 2009

Président

Dr Peter EIGEN

Pays en cours de mise en oeuvre

M. Abdoul Aziz ASKIA, Secrétaire permanent, ITIE Niger

Suppléant : **M. Sidi OULD ZEÏNE**, Président, ITIE Mauritanie, Mauritanie

M. Essimi MENYE, ministre des Finances, Cameroun, Président de l'ITIE Cameroun, Cameroun

Suppléant : **M. T. Negbalee WARNER**, Coordinateur national, ITIE Libéria, Libéria

Prof. Humphrey ASSISI ASOBIE, Président, NEITI Nigeria

M. Shahmar MOVSUMOV, Directeur exécutif, Fonds pétrolier de l'État, Azerbaïdjan

Suppléant : **M. Dashdorj ZORIGT**, ministre des Ressources minérales et de l'Énergie, Mongolie

Pays soutenant l'ITIE

M. Mark PEARSON, Directeur général, Relations externes, Intégration scientifique et politique, Ressources Naturelles Canada, Canada

Suppléant : **M. Stephen GALLOGLY**, Directeur de la politique internationale de l'énergie et des matières premières, Département d'État, États-Unis

M. Jostein LEIRO, Directeur général adjoint, Département de l'ONU, Norvège

Suppléante : **Mme Cathy BUGGENHOUT**, Conseillère d'ambassade des affaires économiques, ministère des Affaires étrangères, Belgique

Dr Ulla MIKOTA, Directrice fédérale adjointe, ministère fédéral de la Coopération économique et du développement, Allemagne

Suppléante : **Mme Alice GUITTON**, Chef de la Mission gouvernance démocratique, ministère des Affaires étrangères, France

Organisations de la société civile

M. Ingilab AHMADOV, Directeur du Centre de surveillance des finances publiques à Bakou, Azerbaïdjan

Suppléant : **M. Dorjdari NAMKHAIJANTSAN**, Open Society Forum, Mongolie

M. Alfred BROWNELL, Green Advocates, Libéria

Suppléant : **M. Eduardo BOHORQUEZ**, Transparencia Mexicana/Transparency International, Mexique

M. Christian MOUNZEO, Coordinateur Publiez ce que vous payez Congo/Président Rencontre Pour la Paix et les Droits de l'Homme, République du Congo

Suppléant : **M. Gilbert MAOUNDONODJI**, Coordinateur, Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad-Cameroun, Tchad

M. Michel ROY, Directeur du Plaidoyer international, Secours Catholique, France

Suppléant : **M. Diarmid O'SULLIVAN**, Chef d'équipe, Campagne pétrolière, Global Witness

M. Anthony RICHTER, Président du Conseil d'administration, Revenue Watch Institute, États-Unis

Suppléante : **Mme Radhika SARIN**, Coordinatrice internationale, Publiez ce que vous payez

Entreprises y compris les investisseurs

M. Stuart BROOKS, Directeur, Relations internationales, Chevron

Suppléant : **M. Michael D. MAHER**, Affaires publiques, ExxonMobil

M. Olivier LOUBIÈRE, Conseiller sur la politique éthique de l'entreprise, AREVA (suppléant à M. David BAKER)

M. Edward BICKHAM, Anglo-American, Royaume-Uni
(Suppléant au Dr R Anthony HODGE, Président, CIMM)

M. Jean-François LASSALLE, Vice-président des Affaires publiques E&P, Total

Suppléant : **M. Keith RUDDOCK**, Conseil général – Exploitation et production, Royal Dutch Shell

Mme Julie McDOWELL, Chef de l'ISR, Standard Life Investments

Suppléant : **M. David DIAMOND**, Directeur adjoint du Développement ISR, Allianz Global Investors

Observateurs

Dr Gad AKWENSIVIE, Comité de pilotage multipartite GHEITI, Ghana

Mme Gro ANUNDSKAAS, Directrice générale adjointe, ministère du Pétrole et de l'Énergie, Norvège

M. Franklin ASHIADEY, GHEITI, Ghana

M. Anton Op de BEKE, Banque mondiale

Mme Allison Berg, Banque mondiale

M. Peter BOOMS, Ambassade belge, Bakou

M. Wouter BIESTERBOS, ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas

Mme Baiba BUBESA, Chef du gouvernement et des relations publiques, Statoil Hydro

Mme Diana CORBIN, Banque mondiale

M. Manuel De LEMOS, Timor-Leste

M. Paulo De SA, Banque mondiale

Mme Page DYKSTRA, Associée du programme, Revenue Watch Institute

Mme Katharina GUNSELMANN, Conseillère politique de l'ITIE, Coopération technique allemande (GTZ), Finances publiques, réforme administrative et décentralisation

Mme Shelly HAN, Commission pour la sécurité et la coopération en Europe, Congrès des États-Unis, États-Unis

M. Jon HOBBS, Conseiller politique principal, Département pour le développement international du Royaume Uni (DFID), Royaume-Uni

Mme Elina LEVÄNIEMI, Responsable du programme, MAF Finlande

M. Ron LYEN, Ressources naturelles, Canada

M. Geir LØKKEN, Directeur général adjoint, ministère des Affaires étrangères, Norvège

M. Tom MAYNE, Global Witness, Royaume-Uni

M. Adeoti OLASUNKANMI, Secrétariat NEITI, Nigeria

Mme Solange ONDIGUI, ITIE Cameroun

M. Dorian PANCHYSON, Ressources naturelles, Canada

Amb Jon RAMBERG, Ambassadeur, Ambassade royale de Norvège, Azerbaïdjan

M. Anwar RAVAT, Banque mondiale

M. Hartwig SCHAFER, Banque mondiale

Mme Rosemary STEVENSON, Département pour le développement international du Royaume Uni (DFID), Royaume-Uni

M. Oliver WAGENER, conseiller ITIE à la division 211 de la BMZ, Coopération technique allemande (GTZ)

Mme Bente WEISSER, ministère des Affaires étrangères, Norvège

M. Joseph WILLIAMS, Travailleur d'information et du plaidoyer, Publiez ce que vous payez

Mme Gabriele ZÖLLER, travailleuse ITIE, Division 211 de la BMZ, Gouvernance, Démocratie, Autorité de la loi

Secrétariat international de l'ITIE

Dr Sam BARTLETT, Directeur régional

M. Tim BITTIGER, Directeur régional

Mme Leah KROGSUND, Secrétaire exécutive

M. Jonas MOBERG, Chef du Secrétariat

Dr Francisco PARIS, Directeur régional

M. Eddie RICH, Chef adjoint et directeur régional

M. Mike WILKINSON, Conseiller

Accueil et présentation

Le Président a ouvert la séance en accueillant le retour d'Edward Bickham au Conseil d'administration, cette fois au nom d'ICCM et en tant que suppléant de Tony Hodge. Il a également accueilli le nouveau suppléant d'ExxonMobil, Michael Maher.

Le Président a mentionné les progrès vers la validation de nombreux pays et a complimenté le Secrétariat, les consultants bénévoles et les comités du Conseil d'administration pour leur travail. Il a rappelé à chacun ses responsabilités personnelles dans le fonctionnement du Conseil d'administration pour réaliser les objectifs ambitieux de la validation.

Rapport de suivi de mise en œuvre et de sensibilisation (Document du Conseil d'administration 10-2)

Jonas Moberg a présenté brièvement ce document. Il a fait remarquer le défi posé par l'interprétation des règles

de l'ITIE au fur et à mesure que nous nous rapprochons de la validation. Il a rappelé au Conseil d'administration l'importance des défis logistiques et politiques auxquels sont confrontés les pays candidats en se rapprochant de la date butoir de la validation. Il a également souligné le retour en arrière de la Guinée. Presque tous les pays continuent de sous-estimer le temps nécessaire pour entreprendre la validation.

Au cours d'une discussion, certains membres du Conseil d'administration se sont interrogés pour savoir si les 4 indicateurs en place pour la candidature sont trop bruts ou directs, alors que d'autres membres ont fait remarquer que la revue à la baisse des critères a encouragé des pays à se lancer dans le processus. Shahmar Movsumov a argué du fait que 2 ou 3 cycles de rapports doivent être nécessaires avant qu'un pays puisse entreprendre la validation. Jonas a convenu que de nombreuses leçons étaient en train d'être tirées et que le Livre source nécessiterait une mise à jour pour éclaircir certains des processus. Il a également rappelé au Conseil d'administration qu'une évaluation de l'ITIE et de ses règles serait commandée à temps pour la prochaine Conférence et que les Comités de validation ou de gouvernance voudraient certainement examiner ces questions à l'avance.

Conformité de l'Azerbaïdjan (Document du Conseil d'administration 10-3-A)

Le Président a présenté ce document en remarquant que la date butoir fixée par le Conseil d'administration pour que l'Azerbaïdjan établisse un groupe multipartite et un plan de travail avait expiré le 15 août. Cependant, depuis la préparation des documents du Conseil d'administration, des progrès avaient été réalisés.

Shahmar Movsumov a informé le Conseil d'administration que le processus pour valider le groupe multipartite et le plan de travail avait pris plus longtemps que prévu, mais que le groupe multipartite avait été établi la semaine précédente et comportait trois participants et un suppléant pour chaque collège : gouvernement, entreprises et société civile. Il a ajouté qu'avant l'établissement du groupe multipartite, les réunions s'étaient déroulées de manière très ouverte. Le groupe multipartite est en train de convenir du nouveau plan de travail pour 2010. Il a fait remarquer que toutes les autres recommandations de validation étaient en cours de mise en œuvre.

Ingilab Ahmadov a confirmé que le retard pris dans le processus était seulement d'origine technique, mais que la société civile était toujours préoccupée au sujet du processus de l'ITIE en Azerbaïdjan.

Shahmar et Ingilab ont ensuite été priés, ainsi que les observateurs, de se retirer de la discussion du Conseil d'administration. Les discussions in camera ne sont pas consignées ici.

Au cours de la réunion à nouveau plénière, le Président a remarqué les progrès extrêmement rapides de l'Azerbaïdjan. Il a indiqué que le Conseil d'administration restait préoccupé par fait que les actions convenues à Doha n'avaient pas été mises en œuvre. En faisant remarquer que les parties prenantes s'étaient engagées à convenir d'un plan de travail d'ici la fin de l'année, il a demandé que le gouvernement informe le Conseil d'administration lorsque ce plan de travail sera entièrement validé. Le Conseil d'administration réexaminera cette question au cours de sa prochaine réunion.

Action

Les progrès accomplis par l'Azerbaïdjan feront l'objet de discussions lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration.

Validation du Liberia (Document du Conseil d'administration 10-3-B)

Julie McDowell, Présidente du Comité de validation, a présenté ce document, en recommandant que le Liberia soit classé comme pays conforme à l'ITIE. Negbalee Warner a remarqué l'engagement politique envers le processus, alors qu'Alfred Brownell a applaudi les progrès mais a affirmé que les préoccupations de la société civile demeuraient et qu'il était nécessaire de poursuivre les efforts. Negbalee et Alfred ont ensuite été priés, ainsi que les observateurs, de se retirer de la discussion du Conseil d'administration. Les discussions in camera ne sont pas consignées ici.

Au cours de la réunion à nouveau plénière, le Président a déclaré que le Conseil d'administration avait désigné le

Liberia comme étant conforme à l'ITIE. Il a chaleureusement félicité le Liberia d'être le premier pays africain conforme à l'ITIE. Il a noté les préoccupations existant au sujet d'écart persistants et a suggéré la nécessité d'améliorer les normes d'audit. Sur une note personnelle, Peter a ajouté qu'il avait rarement vu un effort de coalition aussi efficace que celui de Bong Mines au Liberia la semaine précédente.

Negbalee a assuré au Conseil d'administration que le Liberia s'occuperait de résoudre les écarts dans le premier rapport grâce à un exercice de rapprochement séparé et indépendant et qu'un processus pour améliorer l'étendue des audits était en place. Il a ajouté que le Liberia s'efforcerait à l'avenir de rédiger un rapport sur la différence entre les sommes versées et les sommes qui auraient dû être versées.

Action

Le Secrétariat doit surveiller les progrès de mise en œuvre des recommandations du validateur.

Avant-projet de la Note directive de l'ITIE sur les normes comptables internationales (Document du Conseil d'administration 10-3-C)

Sam Bartlett a présenté ce document au nom du Secrétariat. Il a fait remarquer que ce document abordait les questions relatives à la définition et à l'encadrement des indicateurs de validation 12, 13, 14 et 15. Le Comité de validation avait examiné ces questions en détail, déterminant le besoin de cohérence, de continuité et de clarté. Le Comité est sur le point de convenir d'une note directive sur les indicateurs 12 et 13 pour évaluation par le Conseil d'administration. Il a été noté que la modification des critères de validation à ce stade pourrait être perturbante étant donné l'imminence des dates butoir de validation dans de nombreux pays candidats. Sam a fait remarquer que ces questions avaient aussi été considérées au cours des délibérations du Comité de validation à propos du rapport de validation du Liberia. Le Président a également attiré l'attention du Conseil d'administration sur la discussion de ces questions dans le Document de discussion politique (Circulaire du Conseil d'administration No. 54), notamment par rapport à l'étendue des déclarations de l'ITIE à tous les paiements en nature dans les secteurs pétrolier, gazier et minier.

Au cours des discussions, il a été remarqué que plusieurs pays, par ex. la Guinée et la RDC, avaient conclu des accords dans lesquels la construction d'infrastructures a lieu en échange de l'octroi de droits sur les minerais. Ces arrangements semblent impliquer des transferts substantiels de valeurs qui ne sont peut-être pas saisis correctement dans les modèles de déclaration actuels de l'ITIE. Il a été convenu que cette question justifie des investigations plus poussées.

Le Conseil d'administration a validé le travail en cours du Comité de validation. Le Conseil d'administration a convenu qu'un groupe de travail serait établi pour examiner la nécessité de clarifier les paiements sociaux et échanges d'investissements dans les rapports de l'ITIE.

Action

Un groupe de travail doit être établi afin d'examiner les questions des paiements sociaux et en nature dans les rapports de l'ITIE. Revenue Watch Institute, la Banque mondiale, Areva, ICMM et le Liberia ont accepté de participer à ce groupe de travail.

Demande de candidature soumise par l'Éthiopie (Document du Conseil d'administration 10-4)

Sam Bartlett a présenté ce document au nom du Secrétariat. Il a expliqué que la demande de l'Éthiopie avait été parfaite à bien des égards et que l'Éthiopie avait accompli d'importants efforts pour garantir un engagement total et ouvert avec la société civile. Cependant, cette demande s'est faite dans le contexte d'une proclamation restrictive, votée par le Parlement en janvier, concernant la réglementation des ONG en Éthiopie. Sam a expliqué les efforts du secrétariat pour obtenir des garanties que, malgré cette loi, la société civile pourrait participer librement et activement au processus de l'ITIE. Conformément aux critères de candidature, la recommandation du Secrétariat a été d'accepter cette demande.

La société civile et certains représentants du gouvernement présents au Conseil d'administration ont considéré

qu'il s'agissait d'une candidature « troublée ». Certains pensaient que, si la candidature de l'Éthiopie était acceptée maintenant, son dossier devrait immédiatement être examiné par le Comité de réponse rapide. D'autres ont fait remarquer que l'ITIE était une organisation reposant sur des règles et étaient d'avis que les 4 indicateurs de candidature avaient été atteints. Ils pensaient que ces règles permettaient seulement au Conseil d'administration de l'ITIE de réagir à la mise en œuvre de lois plutôt qu'aux lois elles-mêmes.

Le Président a conclu que le Conseil d'administration n'était pas prêt à donner à l'Éthiopie le statut de pays candidat. Il adresserait un courrier au gouvernement pour le remercier de sa candidature, le féliciter des progrès accomplis et demander des garanties pour savoir si la loi entraverait l'efficacité de la mise en œuvre de l'ITIE. Le Conseil d'administration a également demandé davantage d'informations sur l'opinion de la société civile éthiopienne concernant la proposition. Le Président a proposé un groupe de travail afin de rassembler davantage d'informations et d'entreprendre une mission du Conseil d'administration en Éthiopie. Il a invité Alfred Brownell et Humphrey Asobie à y participer. Une fois que davantage d'informations seront disponibles, une autre recommandation sera faite par ce groupe au Conseil d'administration par le biais d'une circulaire.

Action

Le Président doit adresser un courrier au gouvernement éthiopien demandant davantage de garanties.

Un groupe de travail, auquel participeront Alfred Brownell et Humphrey Asobie et soutenu par le Secrétariat, aura pour mission de rassembler davantage d'informations et de faire une autre recommandation au Conseil d'administration.

Compositions du Comité (Document du Conseil d'administration 10-5-A)

Jonas Moberg a présenté ce document concernant les règles s'appliquant aux personnes à même de participer aux comités du Conseil d'administration. Il a remarqué que certains progrès avaient été accomplis depuis la publication de ce document et a présenté une proposition plus détaillée. En prenant en compte les arguments présentés dans le Document du Conseil d'administration 10-5 A, ainsi que de la proposition modifiée, le Conseil d'administration a décidé que :

- Les membres du Conseil d'administration et les suppléants qui participent ou ont participé au cours du mandat du Conseil d'administration, peuvent être nommés aux Comités ;
- Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut décider que d'autres parties prenantes peuvent participer en tant que membres suppléants du Conseil d'administration ; et
- D'autres parties prenantes peuvent participer aux réunions du comité sur une base ad hoc, tel que décidé par le Président du comité.

Suspension temporaire (Document du Conseil d'administration 10-5-B)

Jonas Moberg a présenté ce document en faisant remarquer que le Conseil d'administration n'avait pas considéré en détail les directives à appliquer lorsque les règles de l'ITIE ne sont pas suivies, ou ne peuvent pas l'être. Il s'agissait du contexte du document sur la suspension temporaire proposée et la suspension temporaire volontaire.

Le Conseil d'administration a noté que l'Article 5(4) « Une résolution prise par le Conseil d'administration de l'ITIE en conformité avec l'Article 5(4) peut faire l'objet d'un appel par tout membre lors de l'Assemblée générale pour la prise d'une décision finale » devrait faire référence au paragraphe 5 et non pas, comme indiqué, au paragraphe 4, par ex. les décisions du Conseil d'administration concernant l'adhésion d'un membre peuvent faire l'objet d'un appel au cours de la réunion des membres pour la prise d'une décision finale.

Le Conseil d'administration a accepté sur le principe cette proposition mais a fait remarquer que quelques révisions mineures étaient nécessaires. Il a été conclu que ce mécanisme ne doit pas être utilisé avec légèreté. Il a été reconnu qu'il fallait davantage de clarté concernant la suspension, pour savoir si elle permettait de remettre les pendules à l'heure (en termes de date butoir de validation), sur ses implications sur le soutien du fonds

fiduciaire multipartite et qu'il fallait reconnaître que la suspension n'apportait pas de solution au scénario plus probable des pays dépassant les dates butoirs de validation.

Le Président a encouragé les membres du Conseil d'administration à fournir des avants-projet de propositions au secrétariat.

Action

Le Secrétariat doit apporter des modifications mineures au document et le soumettre pour une évaluation finale par le biais d'une circulaire du Conseil d'administration.

Rapport de suivi sur le recrutement d'un Président de l'ITIE (Document du Conseil d'administration 10-6)

Stuart Brooks a présenté le rapport sur le recrutement d'un Président en soulignant le principe général consistant à défendre la dignité du Président actuel et du futur Président tout en soulevant la nécessité de démarrer le processus dès à présent. Il a présenté le calendrier proposé qui envisage, dans le but de garantir une transition sans heurt, une sélection au cours du deuxième semestre de l'année prochaine, avec une nomination finale validée par la Conférence mondiale en 2011. Le profil du rôle souligne le besoin de diversité et d'élargir le champ de sélection. Il a reconnu la nécessité d'ajouter au profil du rôle de Président un objectif de réussite – par ex. maximiser le nombre de pays conformes et faire en sorte qu'ils le restent. Il a reconnu la nécessité de chercher des processus alternatifs si ce système ne permettait pas de trouver pas un candidat satisfaisant dans les délais envisagés.

Au cours des discussions, les remarques suivantes ont été formulées :

- souligner la nécessité d'absence de tout conflit d'intérêt important, par ex. financier.
- souligner la nécessité de davantage de langues autres que l'anglais.
- questionner la restriction selon laquelle il est attendu que le Président remplisse son rôle de manière bénévole, pour permettre ainsi d'élargir le champ de sélection le plus possible.
- questionner le fait qu'une connaissance préalable de l'ITIE doit être une des critères clés de sélection.

Stuart Brooks a conclu en faisant remarquer que la liste des critères pour le profil du rôle ne constituait qu'un idéal à atteindre.

Action

Le Comité des nominations doit apporter des modifications mineures au profil du rôle (objectif de réussite) et donner plus de flexibilité à l'aspect bénévole du rôle.

Le Comité de nominations doit inviter les membres du Conseil d'administration à donner le nom de candidats dans la prochaine circulaire du Conseil d'administration.

Révision des dépenses du Secrétariat (Document du Conseil d'administration 10-7)

Julie McDowell a présenté ce document en faisant remarquer que la révision financière ne constituait pas un audit. Ce document examinait trois questions principales concernant les finances du Secrétariat :

- pouvaient-ils voir comment l'argent était dépensé ? À ce sujet, les informations n'étaient pas en nombre suffisant et l'examen suggère une révision de l'ensemble des codes budgétaires.
- les procédures financières étaient-elles saines ? À ce propos, rien n'a été soulevé qui aurait pu préoccuper le Comité.
- l'emploi du financement était-il approprié ? À ce sujet, le Comité ne pensait pas disposer d'outils suffisants pour évaluer la rentabilité, mais était d'avis que le Secrétariat dispensait un haut niveau de service.

Au nom du Secrétariat, Jonas Moberg a déclaré que cela avait été un exercice utile et opportun et que ce document résultait d'un processus approfondi. Il a attiré l'attention du Conseil d'administration sur le document d'information détaillé établi par le Secrétariat, soulignant notamment les efforts fournis pour répondre à la question sur la rentabilité.

Le Président a ajouté que le champ du Secrétariat s'élargissait et que le budget était serré. Il était personnellement reconnaissant au Secrétariat pour son travail.

Au cours des discussions, les membres se sont accordés sur la nécessité d'un consensus sur les résultats du Secrétariat par rapport à sa mission d'informer les attentes du public et d'évaluer la performance.

Action

Le Secrétariat doit réviser ses codes budgétaires conformément aux recommandations du document.

Le Conseil d'administration doit établir un groupe de travail sur les résultats attendus (déjà une recommandation de l'avant-projet de plan de travail pour 2010 – Document 10-8A).

Plan de travail du Secrétariat (Document du Conseil d'administration 10-8-A)

Jonas Moberg a présenté ce document en faisant remarquer que le plan de travail de 2010 comportait les mêmes priorités générales que les plans de 2008 et 2009 : renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE ; développement de politiques et guides ; et sensibilisation ciblée. Il a fait remarquer qu'il existait une très forte demande pour que l'ITIE aille au-delà de son mandat actuel, et donc il existait un défi majeur pour faire comprendre aux gens que le but d'un mandat restreint avait contribué à lancer un débat plus large dans tous les pays mettant en œuvre l'ITIE. Il a alerté le Conseil d'administration sur la recommandation faite dans le plan de travail concernant une légère augmentation des ressources pour gérer le nombre croissant des pays, l'intensité de la validation et le développement de règles, guides et documents de sensibilisation appropriés.

Le Conseil d'administration a parlé des progrès limités accomplis sur l'indicateur de la couverture internationale de gaz et de pétrole, des discussions sur le niveau approprié des critères de candidature, du manque d'actions détaillées sur les flux de revenus régionaux, ainsi que de la nécessité d'examiner les financements potentiels de la part de fondations. Une discussion a également eu lieu sur la manière d'améliorer les connaissances du Conseil d'administration sur le travail du fonds fiduciaire multipartite administré par la Banque mondiale, sur la gouvernance de la Banque mondiale dans l'initiative du secteur des industries extractives et sur la charte des ressources. Le Conseil d'administration a approuvé le plan de travail, sous réserve d'inclusions mineures concernant la question d'une meilleure couverture des flux de revenus régionaux.

Action

Le Secrétariat doit ajouter une section concernant les actions destinées à améliorer la couverture /connaissance de l'ITIE à propos des flux régionaux.

Le Secrétariat doit examiner la question du financement par les fondations.

Autres commentaires

Jonas Moberg a invité le Conseil d'administration à proposer que Peter et un autre membre du Conseil d'administration aient des droits de signature indépendants au nom de l'ITIE. Il a suggéré Jostein Leiro puisque ce dernier est basé à Oslo. Cette suggestion a été approuvée.

La date de la prochaine réunion a été confirmée pour les 9 et 10 février à Oslo. La réunion suivante a été confirmée pour les 15 et 16 avril (lieu à confirmer).

Mark Pearson a signalé au Conseil d'administration que le site Internet canadien sur l'ITIE était à présent en ligne : www.eiti.nrcan.gc.ca (en anglais) or www.itie.nrcan.gc.ca (en français).

Le Président a présenté M. Kotaro Matsuzawa, de l'ambassade du Japon en Azerbaïdjan, et a accueilli avec plaisir la proposition du gouvernement japonais d'organiser un atelier de l'ITIE à Tokyo fin janvier 2010.

Le Président a conclu la réunion en remerciant sincèrement, au nom de tout le Conseil d'administration, le gouvernement azerbaïdjanais pour avoir organisé cette réunion.

Le Secrétariat de l'ITIE

Novembre 2009